

Le triste spectacle de la crise politique, accentué par la chute du gouvernement, a livré son lot d'enseignements, plus ou moins déprimants. Ceux qui en doutaient encore en sont probablement convaincus: dans cette société où le bien commun n'est plus rien, ou presque, l'individu est tout.

Le monde politique ne fait que s'inscrire dans cette logique: les intérêts de l'État sont subordonnés à ceux du parti et des individus qui le composent.

Dans notre partitocratie souffrante, le sens de l'État, de l'intérêt général, transparait rarement. Charles Michel, comme Elio Di Rupo et d'autres avant lui, ont eu le mérite de tenter de l'incarner. La fonction fait l'homme davantage que l'inverse. Ils n'ont pas convaincu leurs détracteurs...

LE BIEN COMMUN N'EST PLUS RIEN, OU PRESQUE, L'INDIVIDU EST TOUT

Constat: les formations politiques toutes puissantes imposent aux citoyens leurs logiques partisans. Elles donnent le ton. Les partis font et défont les gouvernements au gré de leurs échéances et intérêts électoraux. Aucune formation n'échappe à cette logique, en dépit des envolées lyriques. Quand le Président décide, les élus exécutent. Le boss parle et les élus régurgitent les mêmes éléments de langage.

La réflexion est rare, la communication, omniprésente. Combien d'hommes libres sur les bancs de la Chambre des représentants et du Parlement wallon? Peu, en vérité.